



**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

BO

LE BULLETIN OFFICIEL
DE L'ÉDUCATION
NATIONALE,
DE LA JEUNESSE
ET DES SPORTS

**Bulletin officiel n° 37
du 7 octobre 2021**

Sommaire

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire du droit

liste - JO du 14-9-2021 (NOR : CTNR2127028K)

Mouvement du personnel

Nomination

Secrétaire général de l'académie d'Aix-Marseille

arrêté du 23-9-2021 (NOR : MEND2128897A)

Nomination et détachement

Déléguée de région académique pour l'information et l'orientation de la région académique Normandie

arrêté du 15-9-2021 (NOR : MEND2128441A)

Nomination et détachement

Déléguée de région académique au numérique éducatif de la région académique Centre-Val de Loire

arrêté du 23-9-2021 (NOR : MEND2128827A)

Informations générales

Conseils, comités, commissions

Nomination des représentants de l'administration et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire locale compétente à l'égard des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur affectés dans les services centraux relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la jeunesse et des sports : modification

arrêté du 27-8-2021 (NOR : MENA2128127A)

Organisation générale

Commission d'enrichissement de la langue française

Vocabulaire du droit

NOR : CTNR2127028K

liste - JO du 14-9-2021

MENJS - MESRI - MC

I. Termes et définitions

attaque aux ultrasons

Domaine : Droit-Télécommunications.

Définition : Technique d'intrusion qui consiste à envoyer, par ultrasons, un message à un assistant vocal pour en prendre le contrôle, à l'insu de son utilisateur attiré.

Note : L'attaque aux ultrasons permet, par exemple, de commander un produit sur un site de commerce en ligne ou d'appeler un numéro surtaxé aux frais de la victime, ou encore d'ouvrir frauduleusement la porte de son garage.

Équivalent étranger : dolphin attack.

blanchiment par fractionnement des dépôts

Domaine : Droit-Finance.

Synonyme : blanchiment fractionné, schtroumpfage, n.m. (langage professionnel).

Définition : Technique de blanchiment d'argent qui consiste à faire effectuer, par de nombreuses personnes recrutées à cet effet, des dépôts bancaires inférieurs au seuil de l'obligation déclarative légale.

Voir aussi : blanchiment par mule.

Équivalent étranger : smurfing.

blanchiment par mule

Domaine : Droit-Finance.

Définition : Recours à une mule financière.

Voir aussi : blanchiment par fractionnement des dépôts, mule financière.

Équivalent étranger : money muling.

criminalistique numérique

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Technique d'enquête qui consiste à collecter et à exploiter des supports ou des données numériques pour établir des preuves pénales.

Équivalent étranger : digital forensics.

détournement de formulaire

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Technique frauduleuse qui consiste à dérober des données personnelles, notamment bancaires, au moyen d'un programme informatique inséré dans les formulaires de commande ou de paiement des sites de la toile.

Équivalent étranger : formjacking.

détourneur de cybermonnaie

Domaine : Droit-Finance.

Définition : Logiciel malveillant destiné à détourner, lors d'un transfert, de la cybermonnaie ; par extension, personne qui utilise un tel logiciel.

Voir aussi : cybermonnaie, logiciel malveillant.

Équivalent étranger : cryptostealer [logiciel], cryptostealer malware [logiciel].

hameçonnage, n.m.

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Technique de fraude visant à obtenir des informations confidentielles, telles que des mots de passe ou des numéros de cartes de crédit, au moyen de messages ou de sites usurpant l'identité d'institutions financières ou d'entreprises commerciales.

Note : L'hameçonnage relève de la manipulation psychosociale.

Voir aussi : dévoiement, hameçonnage ciblé, manipulation psychosociale.

Équivalent étranger : phishing.

Attention : Cette publication annule et remplace celle du terme « filoutage » au Journal officiel du 12 février 2006.

hameçonnage ciblé

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Hameçonnage par lequel un cybercriminel se fait passer pour une personne digne de confiance auprès d'un responsable d'une organisation, afin d'obtenir des informations confidentielles ou des fonds.

Note : L'hameçonnage ciblé relève de la manipulation psychosociale.

Voir aussi : cybercriminalité, hameçonnage, harponnage, manipulation psychosociale.

Équivalent étranger : spear phishing, targeted phishing.

harponnage, n.m.

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Hameçonnage ciblé d'un dirigeant par un cybercriminel qui se fait passer pour une personne influente ou investie d'une autorité.

Note :

1. Le harponnage relève de la manipulation psychosociale.

2. On trouve aussi le terme « chasse à la baleine ».

Voir aussi : hameçonnage ciblé, manipulation psychosociale.

Équivalent étranger : whale phishing, whaling.

manipulation psychosociale

Domaine : Droit.

Définition : Ensemble de techniques frauduleuses qui permettent, en exploitant la confiance ou la crédulité d'une personne, choisie en fonction de l'organisation à laquelle elle appartient et de la fonction qu'elle y occupe, d'obtenir un bien ou une information, voire de déclencher de sa part une action, le plus souvent dans le but de commettre une infraction.

Note : On trouve aussi, dans le langage professionnel, le terme « ingénierie sociale », qui est déconseillé en ce sens.

Voir aussi : hameçonnage, hameçonnage ciblé, harponnage.

Équivalent étranger : social engineering.

mule financière

Domaine : Droit-Finance.

Synonyme : passeur, -euse d'argent.

Définition : Personne qui participe à un blanchiment de fonds en faisant transiter ces fonds par son compte bancaire avant de les virer sur celui d'un donneur d'ordre, moyennant une rémunération.

Voir aussi : blanchiment par mule.

Équivalent étranger : money mule.

piratage de distributeur automatique

Domaine : Droit-Informatique.

Définition : Attaque informatique visant à piller un distributeur automatique de billets au moyen d'un dispositif installé sur place ou à distance.

Note : Le piratage de distributeur automatique peut également toucher les distributeurs de biens ou de services.

Équivalent étranger : jackpotting.

II. Table d'équivalence

A. Termes étrangers

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
cryptostealer [logiciel], cryptostealer malware [logiciel].	Droit-Finance.	détourneur de cybermonnaie.
digital forensics.	Droit-Informatique.	criminalistique numérique.
dolphin attack.	Droit-Télécommunications.	attaque aux ultrasons.
formjacking.	Droit-Informatique.	détournement de formulaire.
jackpotting.	Droit-Informatique.	piratage de distributeur automatique.
money mule.	Droit-Finance.	mule financière, passeur, -euse d'argent.
money muling.	Droit-Finance.	blanchiment par mule.

Terme étranger (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent français (2)
phishing.	Droit-Informatique.	hameçonnage , n.m.
smurfing.	Droit-Finance.	blanchiment par fractionnement des dépôts, blanchiment fractionné, schtroumpfage , n.m. (langage professionnel).
social engineering.	Droit.	manipulation psychosociale .
spear phishing, targeted phishing.	Droit-Informatique.	hameçonnage ciblé .
whale phishing, whaling.	Droit-Informatique.	harponnage , n.m.

(1) Il s'agit de termes anglais, sauf mention contraire.
(2) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (Termes et définitions).

B. Termes français

Terme français (1)	Domaine/sous-domaine	Équivalent étranger (2)
attaque aux ultrasons .	Droit-Télécommunications.	dolphin attack.
blanchiment par fractionnement des dépôts, blanchiment fractionné, schtroumpfage , n.m. (langage professionnel).	Droit-Finance.	smurfing.
blanchiment par mule .	Droit-Finance.	money muling.
criminalistique numérique .	Droit-Informatique.	digital forensics.
détournement de formulaire .	Droit-Informatique.	formjacking.
détourneur de cybermonnaie .	Droit-Finance.	cryptostealer [logiciel], cryptostealer malware [logiciel].
hameçonnage , n.m.	Droit-Informatique.	phishing.
hameçonnage ciblé .	Droit-Informatique.	spear phishing, targeted phishing.
harponnage , n.m.	Droit-Informatique.	whale phishing, whaling.
manipulation psychosociale .	Droit.	social engineering.
mule financière, passeur, -euse d'argent .	Droit-Finance.	money mule.
piratage de distributeur automatique .	Droit-Informatique.	jackpotting.
schtroumpfage , n.m. (langage professionnel), blanchiment par fractionnement des dépôts, blanchiment fractionné .	Droit-Finance.	smurfing.

(1) Les termes en caractères gras sont définis dans la partie I (Termes et définitions).
(2) Il s'agit d'équivalents anglais, sauf mention contraire.

Mouvement du personnel

Nomination

Secrétaire général de l'académie d'Aix-Marseille

NOR : MEND2128897A

arrêté du 23-9-2021

MENJS - DE 1-2

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports en date du 23 septembre 2021, Bruno Martin, attaché d'administration de l'État hors classe, est nommé dans l'emploi de secrétaire général de l'académie d'Aix-Marseille (groupe I), pour une période de quatre ans, du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2025, comportant une période probatoire d'une durée de six mois.

Mouvement du personnel

Nomination et détachement

Déléguée de région académique pour l'information et l'orientation de la région académique Normandie

NOR : MEND2128441A

arrêté du 15-9-2021

MENJS - DE 1-2

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports en date du 15 septembre 2021, Geneviève Saint-Huile, inspectrice de l'éducation nationale de classe normale, est nommée et détachée dans l'emploi de déléguée de région académique pour l'information et l'orientation (Draio) (groupe II), de la région académique Normandie, pour une première période de quatre ans du 15 septembre 2021 au 14 septembre 2025, comportant une période probatoire d'une durée de six mois dans les conditions prévues à l'article 13 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'État.

Mouvement du personnel

Nomination et détachement

Déléguée de région académique au numérique éducatif de la région académique Centre-Val de Loire

NOR : MEND2128827A

arrêté du 23-9-2021

MENJS - DE 1-2

Par arrêté du ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports en date du 23 septembre 2021, Christine Fauvelle-Aymar, maître de conférences hors classe (université de Tours), est nommée dans l'emploi de déléguée de région académique au numérique éducatif (Drane) de la région académique Centre-Val de Loire (académie d'Orléans-Tours) (groupe II), pour une première période de quatre ans du 1er octobre 2021 au 30 septembre 2025, comportant une période probatoire d'une durée de six mois dans les conditions prévues à l'article 13 du décret n° 2019-1594 du 31 décembre 2019 modifié relatif aux emplois de direction de l'État.

Informations générales

Conseils, comités, commissions

Nomination des représentants de l'administration et des représentants du personnel à la commission administrative paritaire locale compétente à l'égard des secrétaires administratifs de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur affectés dans les services centraux relevant des ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la jeunesse et des sports : modification

NOR : MENA2128127A

arrêté du 27-8-2021

MENJS - SAAM A2

Vu loi n° 83-634 du 13-7-1983 modifiée, ensemble loi n° 84-16 du 11-1-1984 modifiée ; décret n° 82-451 du 28-5-1982 modifié ; décret n° 2008-1385 du 19-12-2008 ; décret n° 2010-302 du 19-3-2010 modifié ; arrêté du 16-9-2010 ; arrêté du 17-7-2018 ; arrêté du 14-2-2019 ; arrêté du 1-10-2020 ; procès-verbal du 6-12-2018 ; sur proposition du chef du service de l'action administrative et des moyens

Article 1 - L'article 1 de l'arrêté du 14 février 2019 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Représentant titulaire :

Damien Rousset - Adjoint au chef du service de la performance, du financement et de la contractualisation avec les organismes de recherche à la direction générale de la recherche et de l'innovation

Représentants suppléants :

Monsieur Pascal Jorland - Chef du bureau de gestion statutaire et des rémunérations au service de l'action administrative et des moyens

Florence Fanthou - Cheffe de section au sein du bureau des personnels de la jeunesse, des sports, de l'éducation nationale et des instituts spécialisés, des ministères chargés des solidarités et de la santé, du travail, de l'éducation nationale et des sports

Monsieur Dominique Vialle - Chef de bureau des personnels ingénieurs, techniques, administratifs, de recherche et de formation à la direction générale des ressources humaines

Lire :

Représentants titulaires :

Vincent Motyka - Chef du service de la performance, du financement et de la contractualisation avec les organismes de recherche à la direction générale de la recherche et de l'innovation

Représentants suppléants :

Damien Barrillon - Chef du bureau de gestion statutaire et des rémunérations au service de l'action administrative et des moyens

Carole Briez - Adjointe au chef du bureau de gestion statutaire et des rémunérations au service de l'action administrative et des moyens

Vincent Goudet - Sous-directeur de la gestion des carrières à la direction générale des ressources humaines

Article 2 - L'article 2 de l'arrêté du 14 février 2019 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Au lieu de :

Représentants titulaires :

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe exceptionnelle :

Jean-Jacques Guérin - A&I Unsa

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe supérieure :

Marie-José Raymond - CGT Educ'action

Représentants suppléants :

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe exceptionnelle :

Aurore Jarry - A&I Unsa

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe supérieure :

Madame Danièle Casset-Henry - CGT Educ'action

Lire :

Représentants titulaires :

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe exceptionnelle :

Aurore Jarry - A&I Unsa

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe supérieure :
Madame Danièle Casset-Henry - CGT Educ'action

Représentants suppléants :

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe exceptionnelle :
Florence Daviou - A&I Unsa

Secrétaire administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur de classe supérieure :
Maxime Chetrit - CGT Educ'action

Article 3 - Le chef du service de l'action administrative et des moyens des ministères de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin officiel de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports et au Bulletin officiel de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

Fait le 27 août 2021

Pour le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et par délégation,
Pour la ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, et par délégation,
La secrétaire générale,
Marie-Anne Lévêque